

Fissures dans le Jihad

THOMAS RID, PH.D*

Attendez-vous à ce que tous les musulmans s'unissent en une guerre sainte contre vous. Ainsi le leader jihadi Abd el-Kader avertit ses ennemis occidentaux. C'était en 1839 et après neuf ans d'occupation de l'Algérie par la France, la résistance était devenue sûre d'elle. Seulement quelques semaines auparavant, les combattants arabes avaient détruit un convoi de 30 soldats français en route de Boufarik à Oued-el-Aleg. Les attaques par les insurgés sur les lentes colonnes françaises augmentaient avec régularité et les fortins fortifiés de l'armée dans les montagnes de l'Atlas étaient fréquemment attaqués.

Paris confia ses espoirs à un général énergique qui avait déjà servi avec succès un tour de service en Algérie, Thomas-Robert Bugeaud. En janvier 1840, peu avant de prendre le commandement à Alger, il fit un discours à la Chambre des députés : « En Europe, Messieurs, nous ne faisons pas la guerre contre des armées seulement ; nous faisons la guerre contre des intérêts. » La

clef de la victoire en Europe, expliqua-t-il, était de pénétrer dans l'intérieur du pays ennemi. Saisir les centres de population, de commerce et d'industrie, « et bientôt les intérêts sont forcés de capituler ». Ce n'est pas le cas au pied de l'Atlas, admit-il. Il faut concentrer au contraire les efforts de l'armée sur la population tribale.

Plus tard cette même année, un penseur militaire prussien bien connu est allé en Algérie pour observer la nouvelle approche de Bugeaud. Le général de division Carl von Decker, qui avait enseigné sous le célèbre Carl von Clausewitz à l'École de guerre de Berlin, était plus catégorique que son homologue Français. Il prévoyait que la guerre contre les guerriers tribaux fanatiques « mettrait à la poubelle toutes les théories européennes de la guerre. »

Cent soixante-dix ans plus tard, le jihad est à nouveau un danger majeur – et l'analyse grave de Decker est plus pertinente que jamais. La guerre, suivant la théorie célèbre de Clausewitz, était un conflit de volontés

*Thomas Rid, détient un doctorat en sciences politiques de Humboldt Universität zu Berlin, travaille au Shalem Center à Jerusalem et au Richard Koebner Minerva Center pour l'histoire allemande à Hebrew University. Il est aussi un « fellow » non résident au Center for Transatlantic Relations et à School for Advanced International Studies, Johns Hopkins University. De 2006 à 2009, il était un postdoctorat « fellow » au Woodrow Wilson Center et à la Rand Corporation à Washington, DC, ainsi qu'à l'Institut français des relations internationales à Paris. De 2005 à 2006, il a dirigé le programme de politique étrangère à l'American Academy de Berlin. Il est l'auteur de *War and Media Operations* (Routledge) et *War 2.0: Irregular Warfare in the Information Age* (Praeger), ainsi que coéditeur de *Understanding Counterinsurgency Warfare* (Routledge). Ses articles ont apparu dans des journaux comme *Die Zeit*, *Neue Züricher Zeitung*, *Der Tagesspiegel*, *Merkur*, *Policy Review*, *Military Review*, et le *Wilson Quarterly*. Les domaines de recherche qui intéressent le plus Thomas Rid sont les relations civil-militaire, particulièrement l'émergence de la population civile locale en tant que concept dans la pensée militaire et l'impact de la technologie de télécommunication sur les états fragiles et les conflits armés. Il travaille aussi sur la politique étrangère et de sécurité européenne et allemande.

Réimprimé avec la permission du *Wilson Quarterly*, Hiver 2010, 40-47, publié par le Woodrow Wilson International Center for Scholars. Copyright © 2010 par Thomas Rid.

collectives, « la continuation de la politique par d'autres moyens ». Quand les états allaient en guerre, l'adversaire était un état politique pouvant agir comme une seule entité, pouvant mettre fin aux hostilités en déclarant la victoire ou en admettant la défaite. Même Abd el-Kader finit par capituler. Mais le jihad au XXI^e siècle, particulièrement au cours de ces dernières années, a changé son anatomie de façon fondamentale : al-Qaeda n'est plus un acteur politique collectif. Il n'est plus un adversaire qui peut articuler une volonté, capituler et être battu. Mais la nouvelle faiblesse du jihad est aussi sa nouvelle force : du fait de sa transformation, le militantisme islamique est politiquement diminué, mais assez fort pour survivre sa crise présente.

Depuis la fin de 2001, quand les forces des États-Unis et de la coalition renversèrent le régime Taliban et détruisirent quasiment l'organisation de base d'al-Qaeda en Afghanistan, la marque bin Laden n'a pas cessé de perdre de sa popularité dans le monde musulman. Le jihad global, de ce fait, a été déchiré par des tensions internes ascendantes. La guerre sainte aujourd'hui est prête à se fractionner en trois catégories organisationnelles et idéologiques distinctes. La poussée des États-Unis en Afghanistan, qu'elle réussisse ou non, ne va probablement affecter ce développement que d'une façon marginale.

La première catégorie est occupée par les insurrections islamiques locales, alimentées par des griefs contre les régimes « apostats » qui sont autoritaires, corrompus ou soutenus par des puissances étrangères « infidèles » (ou une combinaison des trois). Dans la seconde catégorie, on trouve le terrorisme, avec gangs criminels, plus visible en Afghanistan et en Indonésie, mais rencontré aussi en Europe, alimenté par la drogue, l'extorsion et d'autres activités illécites courantes. Dans la dernière catégorie se trouvent des individus qu'on peut à peine qualifier de groupe : de jeunes musulmans de la deuxième et troisième génération dans la diaspora qui sont engagés dans une guerre sainte au caractère plus

amateur, mais persistante, alimentée par leurs mécontentements personnels complexes. Le challenge d'al-Qaeda est de rassembler les jihadis qui dérivent dans la frange criminelle et excentrique tout en gardant en vie son appel au grand public musulman ainsi qu'une rhétorique de hautes aspirations et promesses.

La division la plus visible sépare les jihadis locaux des mondiaux. Historiquement, les groupes islamiques tendaient à bourgeonner localement et ne prenaient une attitude globale que plus tard, si en fait ils la prenaient. Tous les groupes qui ont été affiliés à al-Qaeda sont soit antérieurs à la naissance du jihad global du début des années 1990 ou se renforcèrent plus tard du fait de causes et de difficultés locales, n'attachant que plus tard le logo bin Laden. Dans le Maghreb islamique par exemple, al-Qaeda a commencé en 1998 comme le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, un rejeton d'un autre groupe militant dont on trouve les racines dans la cruelle guerre civile algérienne du début des années 1990. *Lashkar-e-Taiba* du Pakistan, la force alléguée derrière les attaques de 2008 à Mumbai en Inde, qui tua plus de 170 personnes, fut formée dans les années 1990 dans le but d'unir le Cachemire sous gouvernement pakistanais. En Somalie, Égypte, Arabie Saoudite et dans d'autres pays, la marque al-Qaeda a attiré des groupes nés de problèmes locaux.

En joignant al-Qaeda et en décuplant la violence, ces insurgés locaux se voient placer sur la liste des cibles des gouvernements et des autorités policières. Plus récemment, cependant, ils ont couru un risque encore plus sérieux, celui d'abandonner le courant social dominant et de perdre le soutien du peuple. C'est ce qui est arrivé à al-Qaeda en Irak pendant le Réveil sunnite qui commença en 2005 dans la province belliqueuse d'al-Anbar et sa ville principale, Ramadi. Al-Qaeda avait déclaré Ramadi future capitale de son « califat » irakien et, vers la fin de 2005, contrôlait la ville tout entière. Mais même les aînés conservateurs sunnites furent aliénés par la brutalité et la violence du

groupe. Plusieurs frères et le père d'un leader local proéminent, le Cheik Sattar Abdul Abu Risha, furent assassinés. D'autres étaient concernés par la perte de prestige et de pouvoir au profit d'insurgés dans leurs terres traditionnelles. Au début de 2006, Sattar et ses Cheiks décidèrent de coopérer avec les forces américaines et à la fin de l'année avaient aidé à recruter presque 4000 hommes dans les unités de police locale. Sattar expliqua : « Ils ne nous ont apporté rien d'autre que la destruction et nous avons finalement dit assez ».

La prise de conscience (*Sahwa* en arabe) ne fut pas limitée à al-Anbar. Les uns après les autres, les imams exaltés, dans ce qu'on appela « des révisions », ont commencé à questionner les justifications théoriques de la guerre sainte. La tendance a pu commencée avec *Gamaa al-Islamiya*, le groupe terroriste le plus brutal d'Égypte, responsable de l'assassinat du président égyptien Anwar el-Sadat en 1981 et du massacre de 58 touristes étrangers à Louxor en 1997. Alors que la guerre d'Irak s'intensifiait pendant l'été 2003, plusieurs leaders de *Gamaa al-Islamiya* conseillèrent aux jeunes hommes de ne pas participer aux opérations d'al-Qaeda et accusèrent l'organisation de « diviser les rangs musulmans » en provoquant des réactions hostiles à l'Islam et « en interprétant incorrectement le sens de jihad d'une façon violente ».

Une autre révision notable eut lieu en septembre 2007 quand Salman al-Awda, un religieux saoudien influent qui avait auparavant déclaré que combattre les Américains en Irak était un devoir religieux, s'éleva contre al-Qaeda. Il accusa bin Laden dans une lettre ouverte de « faire de la terreur un synonyme d'Islam » dans une émission de télévision populaire saoudienne lors du sixième anniversaire du 11 septembre, al-Awda a demandé : « Mon frère Osama, combien de sang a été répandu ? Combien d'enfants, de femmes et de vieillards innocents ont été tués, au nom d'al-Qaeda » ?

D'autres idéologues suivirent, y compris Sajjid Imam al-Shareef, l'un des fondateurs

d'al-Qaeda qui utilisait le nom de guerre de Dr. Fadl. Il écrivit dans le journal *Asharq Al Awsat* basé à Londres « Chaque goutte de sang qui a été versée ou est versée maintenant en Afghanistan et en Irak est la responsabilité de bin Laden et de Zawahiri et de ceux qui les suivent ».

En Afghanistan, les soldats de la coalition voient le clivage mondial-local comme une fissure entre ce qu'ils appellent le Taliban avec un « Grand T » et le Taliban avec un « petit t ». Les Talibans « grand T » combattent pour des raisons spirituelles et politiques ; les opportunistes « petit t » combattent pour le pouvoir, l'argent ou simplement pour survivre, pour couvrir leur pari. Une famille peut avoir un fils qui se bat pour le Taliban et un autre dans l'Armée nationale afghane ; quel que soit le côté qui gagne, il y aura toujours un fils bien placé. Les *US Marines* de la Province du Helmand évaluent que 80 à 85 pourcent de ceux qu'ils combattent sont des Talibans « petit t ». La campagne américaine de contre-insurrection vise à coopter et à réintégrer ces rebelles en créant des centres de population sécurisés et de nouvelles opportunités économiques, élargissant les zones libérées comme des « taches d'encre ». Mais le Taliban est occupé depuis longtemps à étendre ses propres taches d'encre, avec un raisonnement similaire : attirer de plus en plus de guérilleros « accidentels », dans la phrase célèbre du spécialiste de contre-insurrection, David Kilcullen, pas seulement les purs et les durs.

Pourtant même les Talibans « grand T » ne peuvent pas être simplement amalgamés à al-Qaeda. L'automne dernier, Abu Walid, autrefois un complice d'al-Qaeda et maintenant un propagandiste du Taliban, a ridiculisé bin Laden dans le magazine mensuel officiel taliban, *al-Sumud*. Il lui reprochait, entre autres, son approche « bricolage » à la jurisprudence islamique, comme l'a observé Vahid Brown du Centre de combat du terrorisme à West Point. De nombreux anciens combattants ont critiqué bin Laden dans le passé. Parmi ceux-ci des figures imposantes comme Abu Mus'ab al-Suri, l'un

des architectes clefs du jihad mondial. Mais les critiques d'Abu Walid étaient plus mordantes. L'organisation de bin Laden manque de vision stratégique et compte sur des « slogans qui brillent » a-t-il dit à Leah Farrall, une spécialiste australienne du contreterrorisme, dans un dialogue notoire qu'elle a rapporté dans son blogue. Conséquemment, le Taliban n'accueillerait plus les terroristes en Afghanistan, dit-il, parce que la « majorité de la population est contre al-Qaeda. »

À la source du désaccord entre les deux groupes est la question d'une base populaire locale ou même nationale. En septembre dernier, Mullah Omar, le fondateur et chef spirituel de Taliban publia un message en plusieurs langues. Il appelait le Taliban un « mouvement nationaliste et islamique tenace » qui « avait pris la forme d'un mouvement populaire ». Réalisant probablement que le pragmatisme et une certaine dose de modération offraient la meilleure chance de retourner au pouvoir, Omar a promis « de maintenir de bonnes relations positives avec tous ses voisins, basé sur le respect mutuel ».

La réaction d'al-Qaeda a été rapide et brutale. Transformer le jihad en une « cause nationale », dans l'opinion des puristes, était en fait se compromettre. Des radicaux proéminents, dans un acte remarquable, comparèrent la volte-face du Taliban aux efforts d'Hezbollah au Liban et d'Hamass à Gaza de se distancer d'al-Qaeda. Hamass en particulier, peut-être parce qu'il est, comme al-Qaeda, une organisation sunnite, a été l'objet de critiques « implacables » dans les cercles d'al-Qaeda a indiqué Thomas Hegghammer de l'Institut pour les études avancées de Princeton University, New Jersey.

Quand une faction autoproclamée d'al-Qaeda fit son apparition à Gaza, Hamass exécuta un de ses principaux imams et un nombre important de ses disciples armés. Les idéologues Jihadi étaient atterrés. Les globalistes tremblèrent à la pensée que des intérêts locaux pourraient compromettre leurs ambitions panislamiques. Le « nationalisme » a déclaré Ayman al-Zawahiri, le

numéro deux d'al-Qaeda, « doit être rejeté par la *umma* (la communauté musulmane) parce que c'est un modèle qui soumet le jihad au marché des compromis politiques et distrait la *umma* de la libération des terres islamiques et de l'établissement du Califat ».

Quelques semaines plus tard, Mullah Omar réitéra de façon ostensible sa promesse de bon voisinage et de future coopération avec les voisins de l'Afghanistan, y compris la Chine, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – tous devant faire face à leur insurrection jihadi et sur la liste des cibles d'al-Qaeda.

Les nouvelles tactiques du Taliban est de bâtir un « pont idéologique », non seulement avec les pays proches, mais avec certaines sections de l'élite de Kaboul, plus particulièrement les étudiants universitaires mobilisés politiquement, note Thomas Ruttig du Réseau d'analystes d'Afghanistan. Même les nouvellement modérés Talibans, il ne faut pas l'oublier, demeurent liés à des principes moraux inhumains et médiévaux. Pourtant le pragmatisme d'Omar affecte immédiatement la question de savoir qui et quoi offre une cible désirable pour des attaques.

Les plus grandes tensions entre le niveau local et le niveau global du jihad proviennent peut-être du différent sur les cibles et tactiques appropriées. La doctrine légale islamique classique voit le jihad armé comme un combat défensif contre la persécution, l'oppression et les incursions dans les terres musulmanes. Pour essayer de mobiliser les musulmans dans le monde entier pour combattre les Soviétiques en Afghanistan, Abdallah Azzam, un religieux radical influent assassiné en 1989 a contribué à étendre la doctrine du jihad en un combat transnational en déclarant que le jihad afghan était un devoir individuel pour tous les musulmans. Azzam a aussi préconisé le *takfir*, une pratique consistant à désigner des musulmans comme infidèles (*kaffir*) par excommunication à distance pour justifier leur exécution. Les idéologues d'al-Qaeda ont accru le potentiel agressif de ces

arguments et ont étendu le jihad défensif en un combat global, estompant la différence entre l'ennemi « proche », les régimes arabes considérés comme des « apostats » illégitimes par les puristes, et les ennemis « lointains », les occidentaux qui soutiennent ces régimes.

Dans les régions isolées du Pakistan et d'Afghanistan qui produisent une grande partie des radicaux d'aujourd'hui, les loyautés locales et tribales sont puissantes. Un conseiller politique américain qui a travaillé dans la province de Zabul en Afghanistan, un des foyers de l'insurrection, décrit le sentiment local prédominant comme du *valléeisme* plutôt que du nationalisme. C'est une force qui amène les tribus à combattre tout ce qui menace leur base de pouvoir, étranger ou pas, un problème non seulement pour le Taliban et al-Qaeda, mais pour n'importe quel gouvernement afghan. Al-Zawahiri s'est plaint dans une lettre après l'invasion de l'Afghanistan « Même les étudiants (*talib*) ont une loyauté plus forte envers leur tribu et leur village... qu'envers l'émirat islamique. » Les valléeistes provinciaux, au grand dam des agitateurs plus cosmopolites d'al-Qaeda, considèrent égoïstement leurs propres intérêts, avec peu d'appétit pour l'agression internationale et les opérations terroristes s'étendant sur tout le globe.

Le contraste avec le caractère du Jihad dans la diaspora musulmane ne pourrait pas être plus prononcé. Pour les islamistes radicaux en Europe, le jihad local n'existe pas. Et ils comprennent que renverser le gouvernement à Londres ou Amsterdam par exemple est une fantaisie. Ces radicaux sont moins menés par les intérêts que par l'identité. De nombreux musulmans européens ont perdu le contact avec leurs pays ancestraux, mais ne se sentent pas complètement chez eux en France, en Suède ou au Danemark. Pour certains, la crise d'identité qui en résulte crée un appétit pour des directives spirituelles claires. L'idéologie d'un jihad global, d'après un rapport d'EUROPOL, le service de police de l'Union Européenne, « donne un sens au sentiment

d'exclusion » prévalent parmi les descendants de la deuxième et troisième génération d'immigrants musulmans. Pour ces jeunes qui se sentent aliénés, l'idée de devenir des « citoyens » d'une communauté islamique mondiale virtuelle peut être plus attrayante qu'elle ne l'est pour la première génération d'immigrants qui tend à garder des racines profondes dans son pays natal.

Les problèmes d'identité de ces jeunes gens semblent avoir affecté le caractère du jihad lui-même. Comme la jeunesse musulmane désorientée de la diaspora, le jihad global a des racines résidentielles peu profondes et un manque de doigté politique. Un signe de cette déconnexion est que les membres d'al-Qaeda n'incluent pas beaucoup de personnes qui veuillent se joindre au jihad dans leur pays. Il semble y avoir peu de Palestiniens, Tchétchènes, Irakiens ou Afghans parmi les jihadis internationaux. Ceux qui rejoignent al-Qaeda viennent souvent de pays où le jihad a échoué : Egypte, Arabie Saoudite, Lybie et Syrie.

La crise d'identité d'al-Qaeda est aussi illustrée par la façon dont il traite les convertis radicalisés, souvent des gens sans instruction religieuse et sans personnalité affirmée. Olivier Roy, l'un des plus grands spécialistes français de l'islamisme radical a montré que les groupes de convertis assument des responsabilités « bien supérieures en comparaison avec toute autre organisation islamique. » Roy place la proportion de convertis dans al-Qaeda à entre 10 et 25 pourcent, un indicateur de la déculturation du mouvement.

Ces tendances contraires, de leur côté, créent des failles dans le système de recrutement d'al-Qaeda. Les Salafistes parmi les plus extrêmes, privés d'identité et d'orientation culturelle, ont faim d'utopie, parce que les opinions extrêmes plaisent à ceux en marge de la société, que ce soit en Hollande ou en Helmand. Le recrutement dans la diaspora, de ce fait, suit un modèle distinct, non pas partisan et politique, mais décalé et *outré*. Les griefs et les motivations des extrémistes européens et des rares mili-

tants américains tendent à être idiosyncrasiques, le produit de personnalités instables et d'une histoire de discrimination personnelle. Beaucoup prennent l'initiative de rejoindre le mouvement sans être recrutés par les membres d'une organisation, d'où des liens relâchés avec l'organisation. En 2008 seulement, 190 individus furent condamnés pour activités terroristes islamistes en Europe, la plupart en Grande-Bretagne, France et Espagne. « Une majorité des individus arrêtés appartenaient à des petites cellules autonomes plutôt qu'à des organisations terroristes connues » rapporte EUROPOL.

Du fait de changements dans la nature de ses membres, le mouvement al-Qaeda global doit faire face à de fortes forces centrifuges. Les membres ordinaires et le centre perdent le contact entre eux. La vision d'Abu Mus'ab al-Suri, qui fournit une grande partie de la fondation idéologique du jihad global d'al-Qaeda, mélange une concentration inspirée du marxisme sur le soutien des masses populaires avec des idées du vingt-et-unième siècle d'action individuelle liée à un réseau. L'objectif d'Al-Suri était de trouver une méthode pour

transformer d'excellentes initiatives individuelles, mises en œuvre lors des dernières décennies, à partir de battements de cœur émotionnels et de réactions dispersées, en un phénomène guidé et utilisé où le projet du jihad est avancé de façon à ce qu'il devienne la bataille de la nation islamique et non pas le combat d'une élite.

Le jihad global devait fonctionner comme un « système fonctionnel » sans hiérarchies organisationnelles à l'ancienne mode. Cette méthode est intuitivement attrayante pour une génération *Facebook* de jeunes sympathisants bien branchés, mais la théorie contient une contradiction interne. Les terroristes auto-recrutés et « sur place » présentent un problème particulièrement redoutable à al-Qaeda. En tant que type bizarre d'élite auto-désignée, ils affaiblissent

l'ambition du mouvement de représenter les « masses » musulmanes.

Le problème trouve son application dans le jihad en ligne. Pour al-Qaeda, les forums *Web* opérés par les islamistes non affiliés ont constitué la plate-forme de distribution la plus importante pour les documents jihadi. Mais après l'arrestation, il y a deux ans d'un activiste en ligne de rang supérieur à Londres, la connexion entre les forums et le centre de presse officiel d'al-Qaeda, *al-Sahab* commença à se relâcher. Al-Qaeda a perdu de plus en plus le contrôle du jihad en ligne. Et, comme les autres en ligne, les administrateurs du *Web* jihadi rencontrent une concurrence de plus en plus dure pour la visibilité. Au sein des forums, le ton est devenu plus âpre. Brynjar Lia, un expert sur le Salafisme à l'Établissement de recherche pour la défense norvégienne déclare que « les querelles interjihadis semblent être devenues plus fréquentes et moins "fraternelles" dans leur ton au cours de ces dernières années. »

Certains groupes jihadis distants profitent de leur nouvelle indépendance d'une autre façon du fait d'activités criminelles établies pour fonder leurs efforts. Cela renforce aussi les forces centrifuges au sein du mouvement global. Certains groupes tendent vers un mode plus criminel.

Une *cause* est ce qui distingue une insurrection du crime organisé, comme l'a noté il y a plusieurs décades David Galula, un auteur influent français sur la contre-insurrection. Le crime organisé n'est pas forcément incompatible avec le jihad. On peut même le justifier en termes religieux : Baz Mohammed, un grand trafiquant d'héroïne afghan et le premier criminel extradé d'Afghanistan s'est vanté auprès de ses conspirateurs que vendre l'héroïne aux États-Unis était le jihad parce qu'il tuait des Américains tout en prenant leur argent.

Une insurrection bourgeoise n'a qu'un créneau limité pour se développer en une force politique sérieuse. Si la cause dépérit et perd son vernis populaire, ce qui reste n'est rien d'autre qu'une organisation criminelle, attirant des membres par son

énergie criminelle plutôt que par son zèle religieux, endommageant encore plus le statut de jihad aux yeux du grand public. Pour certains groupes, il semble que cela se produise déjà. Al-Qaeda dans le Maghreb islamique se finance par la drogue, la contrebande, l'extorsion et le kidnapping en Algérie du sud et au nord du Mali. Le groupe *Abu Sayyaf* en Indonésie et le groupe *Jamiah islamiyah* aux Philippines sont engagés dans une gamme d'activités criminelles y compris la fraude à la carte de crédit. La cellule terroriste derrière les attentats de Madrid de 2004 a gagné la plus grande partie de son argent grâce à des activités criminelles ; quand la police espagnole perquisitionna dans la maison de l'un des comploteurs, elle saisit près de deux millions de dollars en stupéfiants et en argent liquide, y compris plus de 125 000 pilules d'ecstasy, d'après *U.S. News and World Report*. Les attentats de Madrid ne coûtèrent aux terroristes que 50.000 dollars.

L'objectif des principaux islamistes a toujours été de transformer leur bataille en une « bataille de la nation islamique », comme l'a écrit al-Suri. Loin d'avoir atteint son but, le jihad est en train de faire le contraire. Huit ans après le 11 septembre, le soutien de l'extrémisme islamique dans le monde musulman est à son point le plus bas. Le soutien pour al-Qaeda a diminué de la façon la plus remarquable en Indonésie, au Pakistan et en Jordanie. En 2003, plus de 50 pour cent de ceux sondés dans ces pays conviennent que bin Laden « faisait ce qu'il fallait concernant les affaires du monde » a remarqué le *Pew Global Attitudes Project*. En 2009 le niveau global de soutien a diminué de moitié, à environ 25 pour cent. Au Pakistan, traditionnellement un bastion de l'extrémisme, seulement 9 pour cent des musulmans ont une vue favorable d'al-Qaeda qui était à 25 pour cent en 2008. Même l'échec américain de stabiliser l'Afghanistan et ses quartiers soumis à la terreur n'améliorerait vraisemblablement pas la crise de légitimité d'al-Qaeda.

Il serait pourtant naïf de conclure que les fissures dans la carapace idéologique l'al-

Qaeda signifient que la fin du mouvement est proche. Loin de là. L'idéologie islamiste peut perdre son attrait populaire, et la dernière moisson mondiale d'extrémistes peut être désunie et s'orienter vers différentes directions. Pourtant, selon l'opinion même des fanatiques, l'idéologie demeure une force cohérente cruciale qui lie une élite extrémiste extraordinairement diverse. Le Salafisme, malgré sa crise, continue d'attirer ceux qui vivent en marge de la société. L'une des fonctions les plus vitales de l'idéologie semble être de résoudre les contradictions du jihad au XXI^e siècle : être un musulman pieux et pourtant attaquer les femmes et les enfants, affirmer l'autorité du Coran et pourtant profiter du crime ; dépendre de l'état-providence occidental et pourtant comploter contre lui ; n'avoir aucun lien personnel avec un groupe islamique quel qu'il soit et pourtant croire faire partie d'un.

Le design altéré d'al-Qaeda a un nombre de conséquences immédiates. Le jihad global est en train de perdre ce que Galula appelait une cause solide, et avec elle son caractère politique. Ce changement rend encore plus difficile de distinguer le jihad du crime organisé d'un côté et le fanatisme sans direction de l'autre. Cela met en question la notion que la guerre est toujours, comme Clausewitz l'a dit, « la continuation de la politique par d'autres moyens » et donc si elle peut être arrêtée politiquement. Deuxièmement, forcé par des adversaires et facilité par l'Internet, le mouvement jihadi global a démantelé et perturbé sa propre capacité d'agir comme une entité cohérente. Aucun leader n'est en mesure d'articuler la volonté du mouvement, encore moins de l'imposer. Il est douteux, pour citer à nouveau Clausewitz, que la guerre puisse être toujours « un acte de violence pour obliger l'ennemi à faire ce que nous voulons ». Comme le jihad n'a pas un centre de gravité unique, il n'a pas de vulnérabilité critique unique. Quel que soit le résultat des opérations menées par les États-Unis en Afghanistan et ailleurs, un risque général

d'attaques terroristes va persister dans un avenir prévisible.

En combattant le terrorisme, la quantité est aussi importante que la qualité. Mais certains chiffres sont plus importants que d'autres. Le nombre de troupes supplémentaires américaines et européennes envoyées en Afghanistan est moins important que le nombre de complots terroristes qui ne se produisent pas. On trouvera sans doute des succès subtils dans les statistiques, dans des courbes de données qui baissent ou se nivelent, pas dans une action particulière, une capitulation ou même la mort d'un leader. Il sera marqué non par des campagnes mili-

taires ou d'autres événements, mais par des décisions non prises et des attaques non lancées. Parce que la participation à la guerre sainte sous sa forme locale ou globale est une décision individuelle, ces choix doivent être l'unité d'analyse et les influencer doit être l'objectif de la politique et de la stratégie. Comme dans la prévention des crimes, la mesure du succès – combien de terroristes politiques n'ont pas rejoint un groupe armé ou commis un acte terroriste – est pratiquement impossible. Le succès contre le militantisme islamique pourrait bien porter un voile. □.

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp